



Ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale

d'assistante médicale/assistant médical*
avec certificat fédéral de capacité (CFC)

Projet du 13 juin mai 2017 - audition

86915

Assistante médicale CFC/Assistant médical CFC
Medizinische Praxisassistentin EFZ/
Medizinischer Praxisassistent EFZ
Assistente di studio medico AFC

Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), en accord avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO),

vu l'art. 19 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)¹,

vu l'art. 12 de l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr)²,

vu l'art. 4, al. 4, de l'ordonnance du 28 septembre 2007 sur la protection des jeunes travailleurs (OLT 5)³,

arrête:

Section 1 Objet et durée

Art. 1 Profil de la profession

Les assistants médicaux de niveau CFC maîtrisent notamment les activités suivantes et se distinguent par les connaissances, les aptitudes et les comportements ci-après:

RS 412.101.221.XX

* Les termes désignant des personnes s'appliquent également aux femmes et aux hommes.

¹ **RS 412.10**

² **RS 412.101**

³ **RS 822.115**

- a. Ils gèrent l'organisation et l'administration du cabinet médical; ils accueillent et prennent en charge les patients, recueillent toutes les informations nécessaires, les enregistrent et les transmettent; ils communiquent de manière adéquate avec les patients et les partenaires externes dans la langue nationale locale et dans une langue étrangère; ils se chargent de la gestion des médicaments et du matériel.
- b. Ils assistent le médecin durant les consultations, préparent la salle de consultation et donnent des instructions aux patients; ils disposent de connaissances appropriées en médecine et dans les branches scientifiques.
- c. Ils exécutent des analyses de laboratoire spécifiques aux patients et évaluent les paramètres conformément aux dispositions du management de qualité; ils analysent et valident les résultats et les transmettent au médecin.
- d. Ils appliquent les processus diagnostiques d'imagerie médicale et effectuent les examens radiologiques à faible dose du thorax et des extrémités en respectant les dispositions légales sur la radioprotection. Ils évaluent la qualité des clichés et les transmettent au médecin.
- e. Ils exécutent les processus thérapeutiques sur ordre médical de manière adaptée aux patients; ils leur dispensent des instructions sur la marche à suivre, sur les étapes concernant la prévention et le suivi du traitement et sur la prise de médicaments.
- f. Ils travaillent selon le cadre juridique, les recommandations et les normes internes du cabinet médical en matière d'hygiène, de protection de l'environnement, de sécurité au travail et de protection de la santé.
- g. Ils se distinguent par un sens aigu des prestations de service et par des compétences sociales et personnelles élevées telle que l'empathie, l'autonomie, la fiabilité et la capacité à gérer les conflits.

Art. 2 Durée et début

¹ La formation professionnelle initiale dure 3 ans.

² Le début de la formation professionnelle initiale est coordonné avec le début de la formation dispensée par l'école professionnelle fréquentée.

Section 2 Objectifs et exigences

Art. 3 Principes

¹ Les objectifs et les exigences de la formation professionnelle initiale sont fixés en termes de compétences opérationnelles, regroupées en domaines de compétences opérationnelles.

² Les compétences opérationnelles comprennent des compétences professionnelles, méthodologiques, sociales et personnelles.

³ Tous les lieux de formation contribuent à l'acquisition des compétences opérationnelles par les personnes en formation. Ils coordonnent les contenus de la formation et des procédures de qualification.

Art. 4 Compétences opérationnelles

La formation comprend les compétences opérationnelles ci-après dans les domaines de compétences opérationnelles suivants:

- a. Organisation et administration du cabinet médical:
 1. communiquer de manière adaptée avec les patients en leur dispensant des conseils et des consignes claires,
 2. utiliser un langage médical simple avec les patients dans une deuxième langue nationale ou en anglais,
 3. planifier et appliquer les procédures du cabinet médical en respectant les dispositions du management de qualité,
 4. gérer les données des patients, du cabinet médical et des services externes ainsi que les prestations,
 5. gérer les médicaments et la pharmacie du cabinet selon les prescriptions,
 6. gérer le matériel d'usage courant et les moyens auxiliaires;
- b. Assistance au médecin durant la consultation et exécution des processus diagnostiques:
 1. préparer les patients et la salle de consultation pour les processus diagnostiques ou thérapeutiques spécifiques demandés par le médecin,
 2. informer les patients de la préparation et du déroulement prévu de la consultation,
 3. assister le médecin durant la consultation et exécuter les processus diagnostiques,
 4. planifier les consultations et les traitements avec les patients ainsi qu'avec des services externes,
 5. respecter les dispositions, les recommandations et les normes internes du cabinet médical en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement.
- c. Exécution des analyses de laboratoire et évaluation des paramètres des analyses:
 1. contrôler, utiliser, nettoyer et entretenir les appareils d'analyses de laboratoire,
 2. prélever sur les patients des échantillons d'analyse, les stocker ou les transmettre conformément aux prescriptions,

3. exécuter les analyses de laboratoire spécifiques aux patients en respectant les dispositions du management de qualité et évaluer les paramètres des analyses,
4. valider les résultats des analyses, les comparer avec les valeurs standards, les interpréter et les transmettre au médecin;
- d. Exécution des processus diagnostiques d'imagerie médicale et évaluation de la qualité de l'image:
 1. contrôler, utiliser, nettoyer, prendre soin et entretenir les appareils d'imagerie médicale,
 2. effectuer des examens d'imagerie médicale analogique et numérique à faible dose du thorax et des extrémités en respectant les dispositions légales sur la radioprotection,
 3. évaluer la qualité des clichés et les transmettre au médecin;
- e. Application des processus thérapeutiques:
 1. contrôler, utiliser, nettoyer et entretenir les instruments de travail pour les processus thérapeutiques,
 2. appliquer les processus thérapeutiques selon les prescriptions et la situation des patients,
 3. dispenser des instructions aux patients et à leurs proches concernant la prise de médicaments et les processus thérapeutiques spécifiques, selon les prescriptions,
 4. planifier et mettre en œuvre le suivi médical et la prévention selon les prescriptions lors de complications.

Section 3

Sécurité au travail, protection de la santé et protection de l'environnement

Art. 5

¹ Dès le début de la formation, les prestataires de la formation remettent et expliquent aux personnes en formation les directives et les recommandations en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement, en particulier celles relatives à la communication des dangers (symboles de danger, pictogrammes, signes d'interdiction) dans ces trois domaines.

² Les directives et les recommandations précitées font partie intégrante de la formation dispensée dans tous les lieux de formation et elles sont prises en considération dans les procédures de qualification.

³ Les personnes en formation acquièrent, sur tous les lieux de formation, des connaissances en matière de développement durable, notamment en ce qui concerne l'équilibre entre les intérêts sociétaux, écologiques et économiques.

⁴ En dérogation à l'art. 4, al. 1, OLT 5, il est permis d'occuper les personnes en formation, en fonction de leur niveau de connaissance, aux travaux suivants:

- a. les travaux qui dépassent objectivement les capacités physiques ou psychiques des jeunes;
- b. les travaux qui exposent les jeunes à des influences physiques dangereuses pour la santé, notamment les rayonnements ionisants;
- c. les travaux exposant les jeunes à des agents biologiques dangereux pour la santé, notamment les micro-organismes des groupes 3 et 4 au sens de l'ordonnance du 25 août 1999 sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux micro-organismes⁴;
- d. les travaux exposant les jeunes à des agents chimiques dangereux pour la santé signalés par une phrase R conformément à l'ordonnance du 18 mai 2005 sur les produits chimiques⁵ ou par une phrase H conformément au règlement (CE) n° 1272/2008⁶ dans la version mentionnée à l'annexe 2, ch. 1, de l'ordonnance du 5 juin 2015 sur les produits chimiques⁷:
 1. substances pouvant entraîner une sensibilisation par inhalation (désignées par «S» dans la liste «Valeurs limites d'exposition aux postes de travail»; R42/H334),
 2. substances pouvant entraîner une sensibilisation par contact avec la peau (désignées par «S» dans la liste «Valeurs limites d'exposition aux postes de travail»; R43/H317),
 3. substances risquant d'avoir des effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée (R48/H372 et H373);
- e. les travaux comportant des risques importants d'incendie, d'explosion, d'accident, de maladie ou d'empoisonnement;
- f. le triage de matériaux usagés tels que le papier et le carton, ainsi que de linge sale et non désinfecté.

⁵ Cette dérogation, qui s'applique à une occupation selon l'al. 4, présuppose que les personnes en formation soient formées, encadrées et surveillées en fonction des risques élevés; ces dispositions particulières sont définies dans le plan de formation en tant que mesures d'accompagnement en matière de sécurité au travail et de protection de la santé.

⁶ Des mesures particulières doivent être prises en matière de radioprotection. Elles sont régies par l'ordonnance du 22 juin 1994 sur la radioprotection (ORaP)⁸ et par

⁴ RS **832.321**

⁵ AS **2005** 2721, **2007** 821, **2009** 401 805 1135, **2010** 5223, **2011** 5227, **2012** 6103, **2013** 201 3041, **2014** 2073 3857.

⁶ Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

⁷ RS **813.11**

⁸ RS **814.501**

l'ordonnance du 15 septembre 1998 sur la formation en radioprotection⁹. [Adaptation après édicition en 2017 de la nouvelle ordonnance sur la formation en radioprotection – idem art. 9, let. d.](#)

Section 4
Etendue de la formation dans les différents lieux de formation et langue d'enseignement

Art. 6 Formation à la pratique professionnelle dans l'entreprise et dans d'autres lieux de formation comparables

La formation à la pratique professionnelle en entreprise s'étend sur toute la durée de la formation professionnelle initiale, en moyenne à raison de 3 ½ jours par semaine.

Art. 7 Ecole professionnelle

¹ L'enseignement obligatoire dispensé à l'école professionnelle comprend 1620 périodes d'enseignement. Celles-ci sont réparties selon le tableau suivant:

Enseignement	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	Total
a. Connaissances professionnelles				
– Organisation et administration du cabinet médical	160	120	60	340
– Assistance au médecin durant la consultation et exécution des processus diagnostiques	200	80	40	320
– Exécution des analyses de laboratoire et évaluation des paramètres des analyses	120	40	20	180
– Exécution des processus diagnostiques d'imagerie médicale et évaluation de la qualité de l'image	40	40	20	100
– Application des processus thérapeutiques	0	100	60	160
Total Connaissances professionnelles	520	380	200	1100
b. Culture générale	120	120	120	360
c. Education physique	80	40	40	160
Total des périodes d'enseignement	720	540	360	1620

⁹ RS 814.501.261

² De légères divergences par rapport au nombre prescrit de périodes d'enseignement par année d'apprentissage au sein d'un domaine de compétences opérationnelles sont possibles, en accord avec les autorités cantonales et les organisations du monde du travail compétentes. L'atteinte des objectifs de formation prescrits doit être garantie dans tous les cas.

³ L'enseignement de la culture générale est régi par l'ordonnance du SEFRI du 27 avril 2006 concernant les conditions minimales relatives à la culture générale dans la formation professionnelle initiale¹⁰.

⁴ La langue d'enseignement est en règle générale la langue nationale du lieu d'implantation de l'école. Les cantons peuvent admettre d'autres langues d'enseignement en plus de la langue nationale du lieu d'implantation de l'école.

⁵ L'enseignement bilingue est recommandé dans la langue nationale du lieu d'implantation de l'école et dans une autre langue nationale ou en anglais.

Art. 8 Cours interentreprises

¹ Les cours interentreprises comprennent 38 jours de cours, à raison de 8 heures de cours par jour.

² Les jours et les contenus sont répartis sur 12 cours comme suit:

Année	Cours	Compétences opérationnelles	Durée
1	Cours 1	Respecter les dispositions, les recommandations et les normes internes du cabinet médical en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement	3 jours
1	Cours 2	Contrôler, utiliser, nettoyer et entretenir les appareils d'analyses de laboratoire Prélever sur les patients des échantillons d'analyse, les stocker ou les transmettre conformément aux prescriptions Exécuter les analyses de laboratoire spécifiques aux patients en respectant les dispositifs du management de qualité et évaluer les paramètres des analyses Valider les résultats des analyses, les comparer avec les valeurs standards, les interpréter et les transmettre au médecin	6 jours
1	Cours 3	Effectuer des processus d'imagerie médicale analogique et numérique à faible dose du thorax et des extrémités en respectant les dispositions légales sur la radioprotection Evaluer la qualité des clichés et les transmettre au médecin	6 jours

¹⁰ RS 412.101.241

1	Cours 4	Contrôler, utiliser, nettoyer et entretenir les instruments de travail pour les processus thérapeutiques Appliquer les processus thérapeutiques selon les prescriptions et la situation des patients Dispenser des instructions aux patients et à leurs proches concernant la prise de médicaments et les processus thérapeutiques spécifiques, selon les prescriptions	5 jours
2	Cours 5	Assister le médecin durant la consultation et exécuter les processus diagnostiques Planifier les consultations et les traitements avec les patients ainsi qu'avec des services externes	1 jour
2	Cours 6	Contrôler, utiliser, nettoyer et entretenir les appareils d'analyses de laboratoire Exécuter les analyses de laboratoire spécifiques aux patients en respectant les dispositions du management de qualité et évaluer les paramètres des analyses Valider les résultats des analyses, les comparer avec les valeurs standards, les interpréter et les transmettre au médecin	4 jours
2	Cours 7	Effectuer des processus d'imagerie médicale analogique et numérique à faible dose du thorax et des extrémités en respectant les dispositions légales sur la radioprotection Evaluer la qualité des clichés et les transmettre au médecin	6 jours
2	Cours 8	Appliquer les processus thérapeutiques selon les prescriptions et la situation des patients	1 jour
3	Cours 9	Dispenser des instructions aux patients et à leurs proches concernant la prise de médicaments et les processus thérapeutiques spécifiques, selon les prescriptions Informar les patients de la préparation et du déroulement prévu de la consultation Assister le médecin durant la consultation et exécuter les processus diagnostiques	1 jour
3	Cours 10	Contrôler, utiliser, nettoyer et entretenir les appareils d'analyses de laboratoire Exécuter les analyses de laboratoire spécifiques aux patients en respectant les dispositions du management de qualité et évaluer les paramètres des analyses Valider les résultats des analyses, les comparer avec les valeurs standards, les interpréter et les transmettre au médecin	2 jours
3	Cours 11	Effectuer des processus d'imagerie médicale analogique et numérique à faible dose du thorax et des extrémités en respectant les dispositions légales sur la radioprotection Evaluer la qualité des clichés et les transmettre au médecin	1 jour
3	Cours 12	Appliquer les processus thérapeutiques selon les prescriptions et la situation des patients Planifier et mettre en œuvre le suivi médical et la prévention selon les prescriptions lors de complications	2 jours

³ Aucun cours interentreprises ne doit avoir lieu durant le dernier semestre de la formation professionnelle initiale.

Section 5 Plan de formation

Art. 9

¹ Un plan de formation, édicté par l'organisation du monde du travail compétente et approuvé par le SEFRI, est disponible au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Le plan de formation:

- a. contient le profil de qualification; celui-ci comprend:
 1. le profil de la profession,
 2. la vue d'ensemble des domaines de compétences opérationnelles et des compétences opérationnelles, et
 3. le niveau d'exigences de la profession;
- b. détaille les contenus de la formation initiale et les dispositions en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement, et définit quelles compétences opérationnelles sont transmises et acquises dans chaque lieu de formation;
- c. détaille les mesures d'accompagnement en matière de sécurité au travail et de protection de la santé dans une annexe;
- d. détaille plus précisément les exigences par rapport à la formation en radioprotection dans le domaine de la médecine selon l'art. 19, al. 1, let. i, de l'ordonnance du xx xx xxxx sur la radioprotection (ORaP)¹¹ et selon l'annexe 2, tableaux 2 et 3, de l'ordonnance du xx xx xxxx sur la formation en radioprotection¹². [Adaptation après édicition en 2017 de la nouvelle ordonnance sur la formation en radioprotection – idem art. 5, al. 6.](#)

³ Le plan de formation est assorti de la liste des instruments servant à promouvoir la qualité de la formation professionnelle initiale avec indication des sources.

Section 6

Exigences posées aux formateurs et nombre maximal de personnes en formation dans l'entreprise

Art. 10 Exigences posées aux formateurs

Les exigences posées aux formateurs sont remplies par:

- a. les assistants médicaux CFC justifiant d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'ils dispensent;
- b. les assistants médicaux qualifiés justifiant d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'ils dispensent;

¹¹
¹²

- c. les aides médicales DFMS avec autorisation de radiographier et justifiant d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'ils dispensent;
- d. les personnes titulaires d'un CFC dans une profession apparentée et justifiant des connaissances professionnelles requises propres aux assistants médicaux CFC, de l'autorisation de radiographier et d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'elles dispensent;
- e. les personnes titulaires d'un titre correspondant de la formation professionnelle supérieure justifiant de l'autorisation de radiographier et d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'elles dispensent;
- f. les personnes titulaires d'un diplôme correspondant d'une haute école justifiant de l'autorisation de radiographier et d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'elles dispensent.

Art. 11 Nombre maximal de personnes en formation

¹ Outre le médecin, un formateur selon l'art. 10 doit être occupé dans l'entreprise formatrice.

² Les entreprises qui disposent d'un formateur occupé à 100 % ou de deux formateurs occupés chacun au moins à 60 % peuvent former une personne.

³ Une autre personne peut être formée pour chaque professionnel supplémentaire occupé à 100 % ou pour chaque groupe supplémentaire de deux professionnels occupés chacun au moins à 60 %.

⁴ Sont réputés professionnels les titulaires d'un certificat fédéral de capacité ou d'une qualification équivalente dans le domaine de la personne en formation.

⁵ Dans les entreprises qui ne sont autorisées à former qu'une seule personne, une seconde personne peut commencer sa formation si la première entame sa dernière année de formation professionnelle initiale.

⁶ Dans des cas particuliers, l'autorité cantonale peut autoriser une entreprise ayant formé depuis plusieurs années des personnes avec grand succès à dépasser le nombre maximal de personnes en formation.

Section 7

Dossier de formation, rapport de formation et dossiers des prestations

Art. 12 Dossier de formation

¹ Pendant la formation à la pratique professionnelle, la personne en formation tient un dossier de formation dans lequel elle inscrit au fur et à mesure les travaux importants concernant les compétences opérationnelles à acquérir.

² Au moins une fois par semestre, le formateur contrôle et signe le dossier de formation. Il en discute avec la personne en formation au moins une fois par semestre.

Art. 13 Rapport de formation

¹ A la fin de chaque semestre, le formateur établit un rapport attestant le niveau atteint par la personne en formation. A cette fin, il se fonde sur les prestations de la personne en formation pendant la formation en entreprise et sur les remarques relatives aux prestations fournies à l'école professionnelle et dans les cours interentreprises. Il discute du rapport de formation avec la personne en formation.

² Le formateur et la personne en formation conviennent si nécessaire de mesures permettant d'atteindre les objectifs de la formation et fixent des délais en conséquence. Ils consignent les décisions et les mesures prises par écrit.

³ A l'issue du délai fixé, le formateur vérifie l'efficacité des mesures prises et fait mention de ses conclusions dans le prochain rapport de formation.

⁴ Si les objectifs ne sont pas atteints malgré les mesures prises ou si les chances de réussite de la personne en formation sont compromises, le formateur le signale par écrit aux parties contractantes et à l'autorité cantonale.

Art. 14 Dossier des prestations fournies à l'école professionnelle

Les écoles professionnelles documentent les prestations de la personne en formation relatives aux domaines de compétences opérationnelles enseignés et à la culture générale, et établissent un bulletin à son intention au terme de chaque semestre.

Art. 15 Dossier des prestations fournies durant les cours interentreprises

Les prestataires des cours interentreprises documentent les prestations de la personne en formation sous la forme d'un contrôle de compétence effectué après chacun des cours 1 à 8.

Section 8 Procédures de qualification

Art. 16 Admission

Est admise aux procédures de qualification la personne qui a suivi la formation professionnelle initiale:

- a. conformément à la présente ordonnance;
- b. dans une institution de formation accréditée par le canton, ou
- c. dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée et qui:
 1. a acquis l'expérience professionnelle nécessaire visée à l'art. 32 OFPr,
 2. a effectué 3 ans au minimum de cette expérience dans le domaine d'activité des assistants médicaux CFC, et

3. démontre qu'elle satisfait aux exigences des procédures de qualification.

Art. 17 Objet

Les procédures de qualification visent à démontrer que les compétences opérationnelles décrites à l'art. 4 ont été acquises.

Art. 18 Etendue et organisation de la procédure de qualification
avec examen final

¹ La procédure de qualification avec examen final porte sur les compétences opérationnelles dans les domaines de qualification ci-après selon les modalités suivantes:

- a. travail pratique sous la forme d'un travail pratique prescrit (TPP) d'une durée de 3 heures. Les règles suivantes sont applicables:
1. ce domaine de qualification est évalué vers la fin de la formation professionnelle initiale,
 2. la personne en formation doit montrer qu'elle est à même d'exécuter les tâches demandées dans les règles de l'art et en fonction des besoins et de la situation,
 3. le dossier de formation et les documents relatifs aux cours interentreprises peuvent être utilisés comme aides,
 4. ce domaine de qualification porte sur les domaines de compétences opérationnelles ci-après assortis des pondérations suivantes:

Point d'appréciation	Domaine de compétences opérationnelles	Durée	Pondération
1	Assistance au médecin durant la consultation et exécution des processus diagnostiques	30 min	15 %
2	Exécution des analyses de laboratoire et évaluation des paramètres des analyses	60 min	30 %
3	Exécution des processus diagnostiques d'imagerie médicale et évaluation de la qualité de l'image	45 min	40 %
4	Application des processus thérapeutiques	45 min	15 %

- b. connaissances professionnelles d'une durée de 4 ³/₄ heures. Les règles suivantes sont applicables:
1. ce domaine de qualification est évalué vers la fin de la formation professionnelle initiale,
 2. il porte sur les domaines de compétences opérationnelles ci-après assortis des pondérations suivantes selon les formes d'examen ci-dessous:

Point d'appréciation	Domaine de compétences opérationnelles	Forme et Durée d'examen		Pondération
		écrit	oral	
1	Organisation et administration du cabinet médical	90 min	15 min	20 %
2	Assistance au médecin durant la consultation et exécution des processus diagnostiques	75 min		20 %
3	Exécution des analyses de laboratoire et évaluation des paramètres des analyses	45 min		20 %
4	Exécution des processus diagnostiques d'imagerie médicale et évaluation de la qualité de l'image	30 min		20 %
5	Application des processus thérapeutiques	30 min		20 %

- c. culture générale. Ce domaine de qualification est régi par l'ordonnance du SEFRI du 27 avril 2006 concernant les conditions minimales relatives à la culture générale dans la formation professionnelle initiale¹³.

² Dans chaque domaine de qualification, les prestations sont évaluées par au moins deux experts aux examens.

Art. 19 Conditions de réussite, calcul et pondération des notes

¹ La procédure de qualification avec examen final est réussie si:

- la note du domaine de qualification «travail pratique» est supérieure ou égale à 4,
- aucune des notes des points d'appréciation du domaine de qualification «travail pratique» n'est inférieure à 3, et
- la note globale est supérieure ou égale à 4.

² La note globale correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes pondérées des domaines de qualification de l'examen final et de la note d'expérience pondérée.

³ La note d'expérience correspond à la moyenne, arrondie à une note entière ou à une demi-note, des 6 notes semestrielles de l'enseignement des connaissances professionnelles.

⁴ Pour le calcul de la note globale, les notes sont pondérées de la manière suivante:

- travail pratique: 30 %;
- connaissances professionnelles: 30 %;
- culture générale: 20 %;
- note d'expérience: 20 %.

Art. 20 Répétitions

¹ La répétition de la procédure de qualification est régie par l'art. 33 OFPr.

² Si un domaine de qualification doit être répété, il doit l'être dans sa globalité.

³ Pour les personnes qui répètent l'examen final et qui ne suivent plus l'enseignement des connaissances professionnelles, l'ancienne note d'expérience est prise en compte. Pour les personnes qui suivent à nouveau l'enseignement des connaissances professionnelles pendant 2 semestres au minimum, seules les nouvelles notes sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience.

Art. 21 Qualifications acquises hors du cadre d'une filière de formation réglementée (cas particulier)

¹ Pour les personnes qui ont acquis les compétences opérationnelles requises hors du cadre de la formation professionnelle initiale réglementée et subi l'examen final régi par la présente ordonnance, il n'y a pas de note d'expérience.

² Pour le calcul de la note globale, les notes sont pondérées de la manière suivante:

- a. travail pratique: 40 %;
- b. connaissances professionnelles: 40 %;
- c. culture générale: 20 %.

Section 9 Certificat et titre

Art. 22

¹ La personne qui a réussi une procédure de qualification reçoit le certificat fédéral de capacité (CFC).

² Le CFC autorise ses titulaires à porter le titre légalement protégé d'«assistante médicale CFC»/«assistant médical CFC».

³ Si le CFC a été obtenu par le biais de la procédure de qualification avec examen final, le bulletin de notes mentionne:

- a. la note globale;
- b. les notes de chaque domaine de qualification de l'examen final et, sous réserve de l'art. 21, al. 1, la note d'expérience.

Section 10 Développement de la qualité et organisation

Art. 23 Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation des assistants médicaux CFC

¹ La Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation des assistants médicaux CFC (commission) comprend:

- a. 3 à 4 représentants de la Fédération des médecins suisses (FMH);
- b. 2 à 3 représentants des associations d'employés suivantes:
 1. au moins un représentant de la «Schweizerischen Verbandes Medizinischer Praxis-Fachpersonen» (SVA),
 2. au moins un représentant de l'«Association romande des assistantes médicales» (ARAM);
- c. 2 représentants des enseignants des connaissances professionnelles;
- d. au moins un représentant de la Confédération et au moins un représentant des cantons.

² Les régions linguistiques sont représentées équitablement.

³ La commission s'auto-constitue.

⁴ Elle est notamment chargée des tâches suivantes:

- a. examiner l'ordonnance et le plan de formation au moins tous les 5 ans en fonction des développements économiques, technologiques, écologiques et didactiques; intégrer, le cas échéant, de nouveaux aspects organisationnels de la formation professionnelle initiale;
- b. demander à l'organisation du monde du travail compétente de proposer au SEFRI des modifications de l'ordonnance, pour autant que les développements constatés requièrent une adaptation de cette dernière;
- c. proposer à l'organisation du monde du travail compétente de modifier le plan de formation, pour autant que les développements constatés requièrent une adaptation de ce dernier;
- d. prendre position sur les instruments de validation des acquis de l'expérience;
- e. prendre position sur les instruments servant à promouvoir la qualité de la formation professionnelle initiale, en particulier sur les dispositions d'exécution relatives aux procédures de qualification.

Art. 24 Organe responsable et organisation des cours interentreprises

¹ Les organes responsables des cours interentreprises sont les sociétés cantonales de médecine, sous la surveillance de la FMH.

² Les cantons peuvent, en concertation avec les sociétés cantonales de médecine compétentes, confier l'organisation des cours interentreprises à une autre institution, notamment si la qualité ou l'organisation de ces cours ne peuvent plus être assurées.

³ Les cantons déterminent l'organisation et le déroulement des cours interentreprises avec les sociétés cantonales de médecine.

⁴ Les autorités cantonales compétentes ont accès aux cours en tout temps.

Section 11 Dispositions finales

Art. 25 Abrogation d'autres actes et révocation d'approbations

¹ L'ordonnance du SEFRI du 8 juillet 2009 sur la formation professionnelle initiale d'assistant médical avec certificat fédéral de capacité (CFC)¹⁴ est abrogée.

² L'approbation des documents suivants est révoquée:

- a. le plan de formation d'assistant médical CFC du 8 juillet 2009;
- b. le profil de qualification pour les assistants médicaux CFC du 5 décembre 2013;
- c. les conditions de réussite pour les assistants médicaux CFC du 5 décembre 2013.

Art. 26 Dispositions transitoires

¹ Les certificats DFMS d'aide médicale avec autorisation de radiographier, dont les titulaires ont achevé leur formation avant le 31 décembre 1998, restent équivalents au certificat fédéral de capacité selon le règlement du 12 septembre 1994 concernant l'apprentissage et l'examen de fin d'apprentissage d'assistant médical¹⁵.

² Les personnes qui ont commencé leur formation d'assistant médical avant le 1^{er} janvier 2019 l'achèvent selon l'ancien droit, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

³ Les candidats qui répètent la procédure de qualification avec examen final d'assistant médical jusqu'au 31 décembre 2023 verront leurs prestations appréciées selon l'ancien droit. Sur demande écrite, ils seront évalués selon le nouveau droit.

⁴ Les dispositions relatives aux procédures de qualification, au certificat et au titre (art. 16 à 22) sont applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2022.

Art. 27 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

[Date]

Secrétariat d'Etat à la formation,

¹⁴ RO 2009 4545 Première édition

¹⁵ FF 1995 III 317

à la recherche et à l'innovation SEFRI

Josef Widmer
Directeur suppléant